

Nîmes, le **2 NOV. 2023**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral Complémentaire n° 2023-065-DREAL**

portant sur l'actualisation des prescriptions relatives aux dispositions particulières concernant les émissions sonores fixées à l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation n°CM/94/77/CP du 4 août 1994, sur le territoire des communes de ROQUEMAURE et de St-GENIES-DE-COMOLAS, respectivement aux lieux-dits La Pesade, Le Plan du Bonjour et Les Euzières

**SAS GRANULATS GONTERO**

Le Préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° CM/94/77/CP du 4 août 1994 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire et de sable à ciel ouvert sur le territoire des communes de St-GENIES-DE-COMOLAS et de ROQUEMAURE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02-128N du 19 août 2002 autorisant la société GONTERO à porter les fronts d'abattage jusqu'à une hauteur de 30m pour l'exploitation de la carrière de calcaire située à St-GENIES-DE-COMOLAS / ROQUEMAURE au lieu-dit Les Euzières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-037-DREAL du 2 octobre 2019 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 4 août 1994 référencé CM/94/77/CP relatif aux modifications des conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable située sur les communes de St-GENIES-DE-COMOLAS lieu-dit Les Euzières et ROQUEMAURE lieux-dits Pesade et Plan du Bonjour ;
- Vu** la plainte du 9 mai 2023 émanant d'un riverain des installations exploitées par la SAS GRANULATS GONTERO ;
- Vu** les éléments en réponse par courriel référencé MTH/JH/mail du 17 mai 2023 de l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées ;
- Vu** le courrier référencé MTA/JH/BB/018.06.23 du 13 juin 2023 de l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées incluant un rapport de mesures de bruits environnementaux, rédigé le 8 juin 2023 par PRONETEC ;
- Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie en date du 29 septembre 2023 proposant notamment d'annuler les prescriptions relatives aux dispositions particulières concernant les émissions sonores stipulées à l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation n°CM/94/77/CP du 4 août 1994 relatif à l'exploitation des carrières et, de les remplacer par celles réglementairement en vigueur ;



**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé n° 2C16981148907 du 10 octobre 2023, distribué le 16 octobre 2023 ;

**Vu** le courrier recommandé n° 1A19696323478 de l'exploitant du 19 octobre 2023, distribué le 25 octobre 2023, accusant réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que le rapport de mesures de bruits environnementaux, rédigé le 8 juin 2023 par PRONETEC, ne satisfait pas aux obligations réglementaires en vigueur ;

**Considérant** que les prescriptions relatives aux dispositions particulières concernant les émissions sonores stipulées à l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation n°CM/94/77/CP du 4 août 1994 susvisé sont inadaptées :

*"3.3 - Dispositions particulières concernant les émissions sonores*

*Toutes dispositions seront prises pour limiter les émissions sonores.*

*En cas de besoin, des merlons en matériau de découvertes seront réalisés pour s'opposer à la propagation du bruit. Ils seront enherbés.*

*L'utilisation de certains matériels bruyants pourra être interdite.*

*Les engins mécaniques (d'extraction), de chargement ou de transport de matériaux devront être conformes en ce qui concerne les émissions sonores, soit au code de la route, soit à la réglementation concernant la limitation des émissions sonores des engins de chantier.*

*Des campagnes de mesures de niveau sonore à la charge de l'exploitant pourront être demandées par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement."*

**Considérant** que les installations sont existantes à la date de publication de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et que l'arrêté d'autorisation a été publié entre le 1er janvier 1993 et le 1er janvier 1995;

**Considérant** que les prescriptions de l'article 22.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé sont applicables à compter du 1er janvier 1997 ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions relatives aux émissions sonores stipulées à l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation n°CM/94/77/CP du 4 août 1994 susvisé ;

**Considérant** que l'article R181-45 du code de l'environnement indique notamment que *"les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R 181-18 et R 181-22 à R 181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L 181-3 et L 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.../..."* ;

Le pétitionnaire informé ;

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. ÉMISSIONS SONORES**

Les prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation du 4 août 1994 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes :

*Les dispositions définies à l'article 22.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, doivent être respectées.*

### **ARTICLE 2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

### **ARTICLE 3. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 4. EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,  
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,  
le Maire de la commune de ROQUEMAURE,  
le Maire de la commune de St-GENIES-DE-COMOLAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet

Pour le préfet,  
la sous-préfète,  
secrétaire générale adjointe

Chloé DEMEULENAERE

